



# Le Val



Rapport d'Orientations budgétaires 2023

Envoyé en préfecture le 14/03/2023

Reçu en préfecture le 14/03/2023

Affiché le

ID : 083-218301430-20230309-2023\_017-DE

## PREAMBULE

Le présent rapport d'orientation budgétaire est établi conformément à l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui prévoit que dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les **orientations budgétaires, les engagements pluriannuels** envisagés ainsi que sur la **structure et la gestion de la dette**.

**Ce rapport donne lieu à un débat en conseil municipal**, dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Le document présenté a pour objectif de soumettre à l'information et au débat des conseillers municipaux **les priorités budgétaires et financières** et les **conditions d'élaboration du budget** primitif de l'exercice à venir ainsi que **les paramètres qui ont permis de le construire**.

Il est structuré selon le plan suivant :

### Table des matières

<i>Le Val</i> .....	1
1- Analyse du contexte économique .....	4
1-1 Contexte budgétaire national : l'incertitude prévaut .....	4
❖ Une croissance moins forte que prévue .....	4
❖ Une inflation portée par l'envolée des prix de l'énergie .....	4
1-2 Le projet de loi de finances 2023 .....	5
1-3 Regard financier sur les petites villes (strate 2 500 à 5 000 habitants) .....	6
❖ Répartition des dépenses (hors dette) des villes de 2 500 à 5 000 habitants .....	6
❖ Ventilation des dépenses de fonctionnement des villes de 2 500 à 5 000 habitants .....	6
❖ Ventilation des recettes (hors emprunts) des villes 2 500 à 5 000 hab. ....	7
❖ L'épargne des petites villes (2 500 – 5 000 hab.) .....	7
❖ Les dépenses d'investissement des petites communes (2 500 – 5 000 hab.) .....	8
❖ Encours de la dette en € par habitant (petites villes de 2 500 – 5 000 hab.) .....	8
❖ La trésorerie des petites communes en 2021 .....	9
1-4 Le cadre intercommunal : La Communauté d'Agglomération Provence Verte (CAPV) .....	9
1-4-1 Rappel sur le Pacte Financier et Fiscal .....	9
1-4-2 L'impact du PFF sur la politique de redistribution des richesses au sein de la CAPV .....	10
2- Orientations budgétaires 2023 pour Le Val .....	14
2-1 Les recettes de fonctionnement .....	14
2-1-1 Evolution de la fiscalité directe .....	14
2-1-2 La fiscalité indirecte .....	14
❖ Attribution de compensation (AC) .....	14

❖ La dotation de solidarité communautaire (DSC) .....	15
❖ Le fond de péréquation intercommunal (FPIC) .....	15
❖ Taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE) .....	16
❖ Taxe additionnelle sur les droits de mutation .....	16
2-1-3 Les ressources institutionnelles (dotations) .....	17
2-1-4 Les autres recettes de fonctionnement .....	18
2-1-5 Atténuations de charges (013) .....	20
2-2 Les dépenses de fonctionnement .....	21
❖ Evolution des dépenses de fonctionnement depuis 2017 .....	21
2-2-1 Les charges à caractère général .....	21
2-2-2 Les charges de personnel .....	22
❖ Répartition des effectifs .....	23
2-2-3 Les autres charges de gestion courante (chapitre 65) .....	24
2-2-4 Les charges financières .....	24
2-2-5 Les charges exceptionnelles (chapitre 67) .....	25
2-3 Ratio de rigidité des charges structurelles .....	25
2-4 L'épargne de la collectivité .....	26
2-5 Le programme d'investissements 2023 .....	26
2-6 Projection pluriannuelle des investissements .....	28
2-7 Le financement des dépenses d'investissement .....	28
2-8 Endettement de la commune .....	29
2-8-1 besoin de financement annuel .....	29
2-8-2 Evolution de la dette jusqu'en 2036 .....	29
2-9 Capacité de désendettement .....	30
❖ Evolution comparée de l'autofinancement et de la dette dans le temps .....	30



## 1- Analyse du contexte économique

### 1-1 Contexte budgétaire national : l'incertitude prévaut

La guerre en Ukraine est venue s'ajouter aux effets de la crise sanitaire. Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2022, **le PIB mondial a stagné et la production a reculé** dans les économies du G20.

#### ❖ Une croissance moins forte que prévue

En France en 2022, l'activité aurait ralenti à 2,3 % en moyenne annuelle. La croissance serait affectée par le niveau actuel de l'inflation qui pèse sur le pouvoir d'achat, et par la détérioration de la conjoncture économique internationale ainsi que par le contexte géopolitique très incertain qui dégrade la confiance de tous les agents économiques.

Le ministère des Finances prévoit **une croissance positive en 2023, à hauteur de 1 %**. Une estimation supérieure à celle de la Banque de France, qui s'attend à 0,8 % dans le meilleur des cas, et à l'OCDE, qui table plutôt sur 0,6%.

Un optimisme du gouvernement qui alimente **l'espoir d'un déficit contenu à 5 % du PIB**. Cependant, le gouvernement concède que « les finances publiques sont très sensibles aux aléas sur les évolutions macroéconomiques et en particulier aux variations des prix de l'énergie ».

Le poids de la dette publique baisserait de 111,5% du PIB en 2022 à 111,2% en 2023. Les dépenses de l'État devraient être réduites de 2,6% par rapport à 2022.

#### ❖ Une inflation portée par l'envolée des prix de l'énergie

Le principal aléa est l'évolution de la **guerre en Ukraine et les conséquences sur l'activité des prix de gros de l'énergie** (pétrole, gaz, électricité). Le scénario du gouvernement n'intègre pas de rupture majeure d'approvisionnement en énergie à l'hiver 2022-2023. Une prévision de déficit de Bercy qui est « un peu sous-estimée » et témoigne d'un « redressement des finances publiques qui s'annonce lent et très incertain en 2023 », selon les deux avis rendus par le Haut Conseil des finances publiques (HCFP), une institution indépendante, rattachée à la Cour des comptes.

Après avoir atteint 5,5 % de hausse sur un an en 2022, le gouvernement table sur un ralentissement de l'inflation à 4,3 % en 2023.

**Bruno Le Maire veut faire de la lutte contre la hausse des prix la « priorité immédiate »** de la France et des pays européens. Le rapport de Bercy envisage que les prix de l'énergie doivent ralentir après la forte hausse observée de cette année, grâce au maintien du bouclier tarifaire, prolongé en 2023, avec un coût estimé à 45 milliards d'euros. La hausse des prix du gaz serait limitée à 15 % à partir de janvier 2023 et la hausse des prix de l'électricité à 15 % à partir de février 2023. En effet, le prix de l'électricité sur le marché du gros est passé de 49 euros le mégawattheure (MWh) en début d'année 2021 à plus de 1 000 euros/MWh fin août 2022 soit une multiplication par vingt.

Les prix du gaz ont quant à eux évolué d'un niveau particulièrement faible en 2020 – 9 euros/MWh en moyenne annuelle – à des pics conjoncturels autour de 114 euros/MWh fin 2021 et jusqu'à 300 euros/MWh en août 2022. Depuis un an, les prix sont marqués par une volatilité et une sensibilité forte aux annonces et aux contextes nationaux et internationaux.

Sur le périmètre des dépenses de l'Etat, le montant des crédits est de 480 milliards d'euros en 2023, en nette baisse par rapport au niveau issu de la loi de finances rectificative du 16 août 2022. Au total, les dépenses de l'Etat devraient néanmoins diminuer de 9,6 milliards d'euros en raison de la baisse de régime du plan de relance et à un moindre degré du plan France 2030.

En 2023, **les recettes de l'Etat seraient à nouveau en hausse de 5 milliards d'euros** par rapport à 2022. Une augmentation qui tient à la hausse des recettes non fiscales de 5,8 milliards d'euros, essentiellement en raison du financement par l'Union européenne du plan de relance, précise le projet de loi. En revanche, les recettes fiscales nettes s'établiraient à 314,3 milliards d'euros, soit une diminution de 800 millions d'euros par rapport à 2022. Un recul principalement porté par la diminution de la taxe sur la valeur ajoutée (-4,7 milliards), et de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (-1,2 milliard) en raison de la hausse des transferts à des tiers, ainsi que par la baisse de l'impôt sur les sociétés (-3,7 milliards).

Avec la remontée des taux d'intérêt engagée par les banques centrales pour contenir l'inflation, le coût des « engagements financiers de l'Etat », c'est-à-dire sa dette pour l'essentiel, s'est renchéri et doit dépasser les 60 milliards d'euros en 2023. L'Etat français compte lever 270 milliards d'euros de dette sur les marchés financiers en 2023, un record après 260 milliards d'euros en 2021 et 2022, a annoncé l'Agence France Trésor, en marge de la présentation du budget de l'an prochain. **La baisse du déficit de l'Etat** (qui doit être ramené de 172,6 en 2022 à 158,5 milliards d'euros en 2023), **est également contrebalancée par la nécessité de renouveler de précédents emprunts** qui arrivent à échéance en 2023.

### 1-2 Le projet de loi de finances 2023

Les concours financiers de l'Etat à destination des collectivités territoriales passent de 52,32 milliards d'euros à 53,45 milliards, soit une **hausse de 1,13 milliard d'euros** (2,15%) en euros courants.

- ↳ La dotation de solidarité rurale (DSR) et la dotation de solidarité urbaine (DSU) augmenteront chacune de 90 millions d'euros en 2023 ;
- ↳ La dotation d'intercommunalité croîtra, là encore en 2023, de 30 millions d'euros. La nouveauté viendra du mode de financement : la dotation forfaitaire des communes ne sera plus ponctionnée pour permettre la progression de la péréquation, comme c'était le cas auparavant (elle sera toutefois toujours rabotée pour financer la part de la DGF attribuée aux collectivités dont la population est en croissance). L'Etat abondera l'enveloppe normée de 320 millions d'euros dans ce but.

Un **fonds d'accélération écologique** dans les territoires doté de 1,5 milliard d'euros en 2023, aussi appelé « fonds vert », doit venir soutenir les projets de transition écologique des collectivités locales. Ce fonds visera notamment à soutenir la performance environnementale des collectivités (rénovation des bâtiments publics, modernisation de l'éclairage public, valorisation des biodéchets...), l'adaptation des territoires au changement climatique (risques naturels, renaturation) et l'amélioration du cadre de vie (friches, mise en place des zones à faible émission...).

Le gouvernement confirme également la **suppression de la CVAE** (Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) qui se fera sur deux ans, avec une perte de recettes de 8 milliards en 2023 et 2024. Pour compenser le produit de la CVAE des entreprises, les départements et le bloc communal se verront attribuer une fraction de la TVA. Cette fraction sera attribuée à un fonds national d'attractivité économique des territoires.

Enfin, l'Etat met en place un dispositif dit « **filet de sécurité** » pour aider les collectivités dont l'épargne brute a été fortement diminuée en raison d'une part de la majoration de la rémunération des personnels des collectivités territoriales et, d'autre part, des effets de l'inflation sur les dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain et d'achats de produits alimentaires. Cette dotation est égale à la somme d'une fraction de 50 % de la hausse des rémunérations des personnels et d'une fraction de 70 % des hausses de dépense d'approvisionnement en énergie, électricité, chauffage urbain et produits alimentaires.



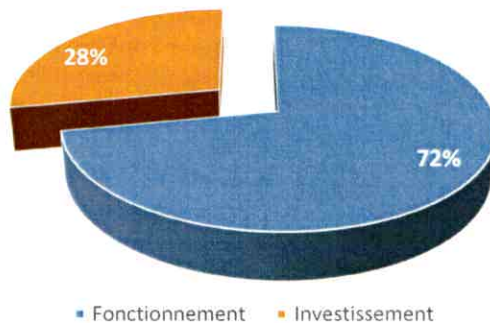
## RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES – ANNEE 2023

### 1-3 Regard financier sur les petites villes (strate 2 500 à 5 000 habitants)

Les informations présentées ci-dessous sont extraites du rapport conjoint de l'Association des Petites Villes de France et de La Poste/collectivités locales. Elles sont basées sur les données 2021, dernière année budgétaire consolidée.

Le Portrait financier des petites villes analyse les comptes des 4 095 communes d'une population comprise entre 2 500 et 25 000 habitants et révèle que **les plus petites communes (- 5 000 habitants) demeurent fragilisées par la crise sanitaire et devraient souffrir plus que les autres de la crise énergétique actuelle.**

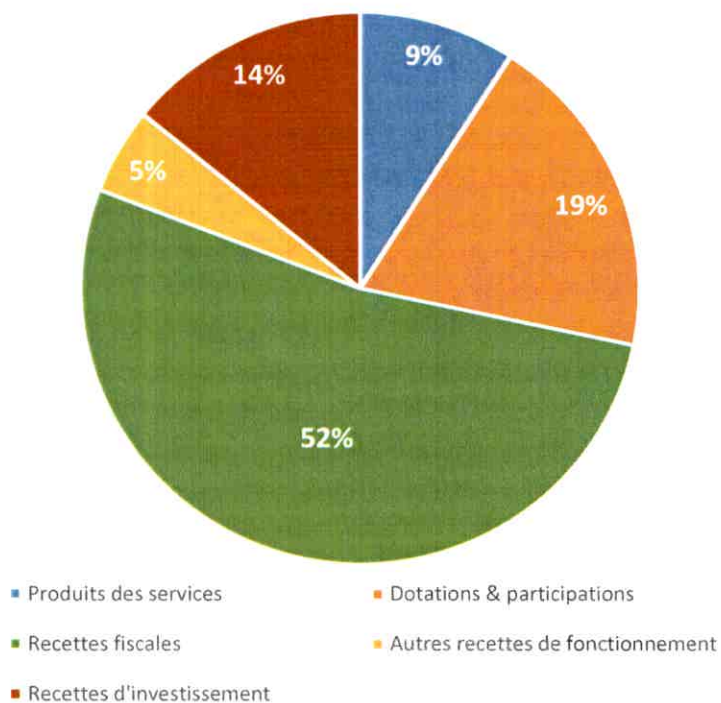
#### ❖ Répartition des dépenses (hors dette) des villes de 2 500 à 5 000 habitants



#### ❖ Ventilation des dépenses de fonctionnement des villes de 2 500 à 5 000 habitants



## ❖ Ventilation des recettes (hors emprunts) des villes 2 500 à 5 000 hab.



## ❖ L'épargne des petites villes (2 500 – 5 000 hab.)

Communes de :	Niveau de l'épargne en €/habitant		
	Epargne de gestion	Epargne brute	Epargne nette
2 500 à 5 000 hab.	204	192	108

Epargne de gestion = recettes de gestion – dépenses de gestion (hors flux financiers & exceptionnels)

Epargne brute = recettes de fonctionnement (hors 775) – dépenses de fonctionnement

Epargne nette = épargne brute – remboursement du capital de l'emprunt

## ❖ Les dépenses d'investissement des petites communes (2 500 – 5 000 hab.)

évolution des dépenses d'investissement hors dette



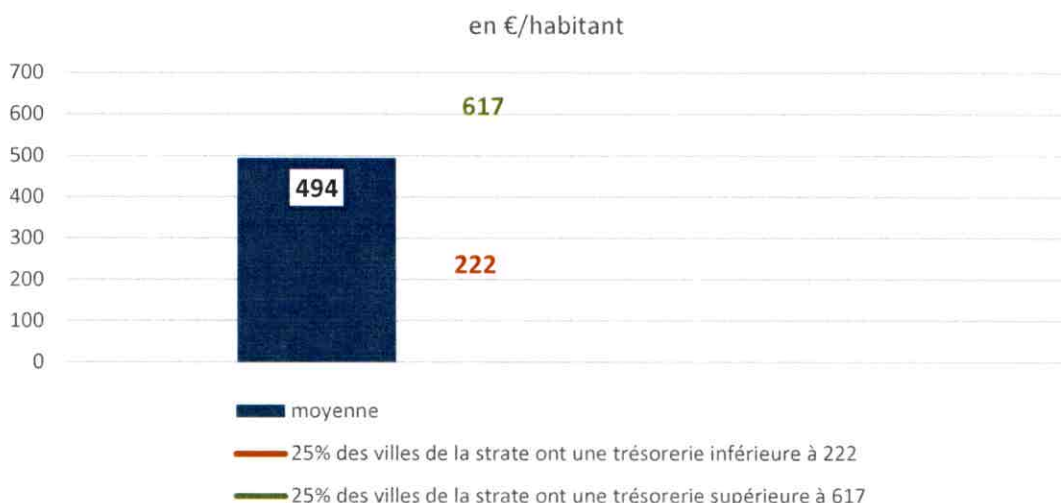
## ❖ Encours de la dette en € par habitant (petites villes de 2 500 – 5 000 hab.)

en €/habitant





### ❖ La trésorerie des petites communes en 2021



## 1-4 Le cadre intercommunal : La Communauté d'Agglomération Provence Verte (CAPV)

### 1-4-1 Rappel sur le Pacte Financier et Fiscal

La CAPV a adopté un pacte financier et fiscal (PFF) fin 2021, comme le prévoyait la loi de finances rectificative de 2020.

Au sens de la loi, le PFF vise « à réduire les disparités de charges et de recettes sur le territoire ». Il « tient compte des efforts de mutualisation des recettes et des charges déjà engagés à l'occasion des transferts de compétences, des règles d'évolution des Attributions de Compensation (AC), des politiques poursuivies aux moyens des Fonds de Concours (FdC) ou de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC), ainsi que des critères retenus pour répartir le Fond de Péréquation Inter-Communal (FPIC) ».

Les grands thèmes abordés par le PFF de la CAPV et leurs conclusions sont les suivants :

**L'évolution des AC :** volonté de ne pas introduire de révision libre des AC pour compenser les inégalités historiques entre les ex-EPCI (méthodes de calcul hétérogènes, régimes fiscaux différents).

**La révision du règlement des Fonds de Concours :** dotation globale de 1,5 M€ avec 2 dossiers éligibles /an/commune plafonnés à 100 K€.

**Evolution de la DSC :** qui passe de 600 K€ en 2020 à 1,2M€ en 2023, et introduction de 20% de critères libres dans le calcul des DSC (critère économique : 7,5%, critère fiscal : 10% et critère social : 2,5%).

**Optimisation de la fiscalité intercommunale :** pas d'instauration de taxe GEMAPI à court terme ni de taxe transport, harmonisation du taux de TOEM autour de 15%, augmentation du taux de CFE de 1%.

Ce sont ajoutés à ces éléments, le choix de prendre en charge en 2023 la compétence « pluvial » sans transfert financier (donc sans impacter en négatif l'AC des communes).

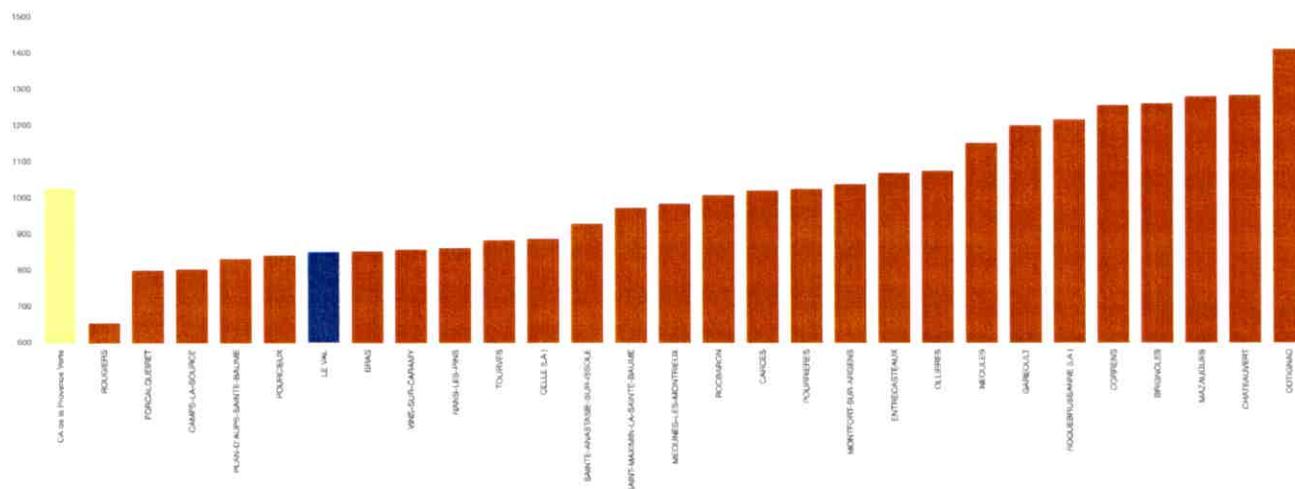
- Le budget de la CAPV est donc doté de 650K€ en fonctionnement et de 1,5M€ en investissement pour le pluvial.

## RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES – ANNEE 2023

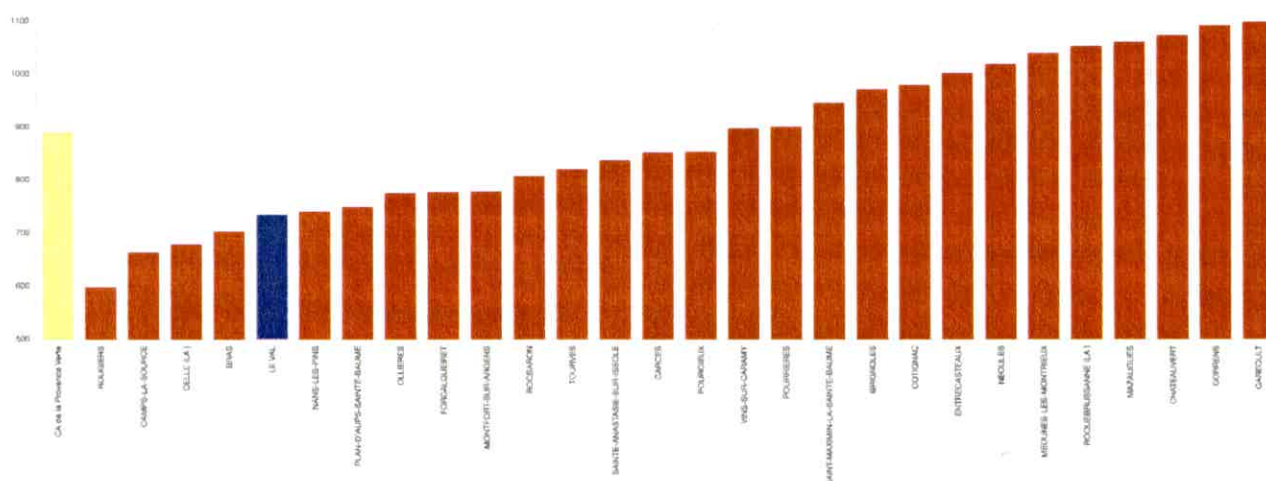
### 1-4-2 L'impact du PFF sur la politique de redistribution des richesses au sein de la CAPV

12 mois après l'adoption du PFF, il est intéressant d'analyser la situation de la commune du Val par rapport aux autres communes de l'Agglomération, mais aussi de comparer la politique redistributive de la CAPV par rapport aux autres EPCI.

- En 2021, Le Val fait partie des 6 communes disposant des ressources financières par habitant les plus faibles de la CAPV (sur 28 communes).



- Toujours en 2021, Le Val est dans le Top 5 des communes ayant les dépenses de fonctionnement (par habitant) les plus faibles.



⇒ Pour rappel, les ressources financières des communes proviennent essentiellement de 3 sources :

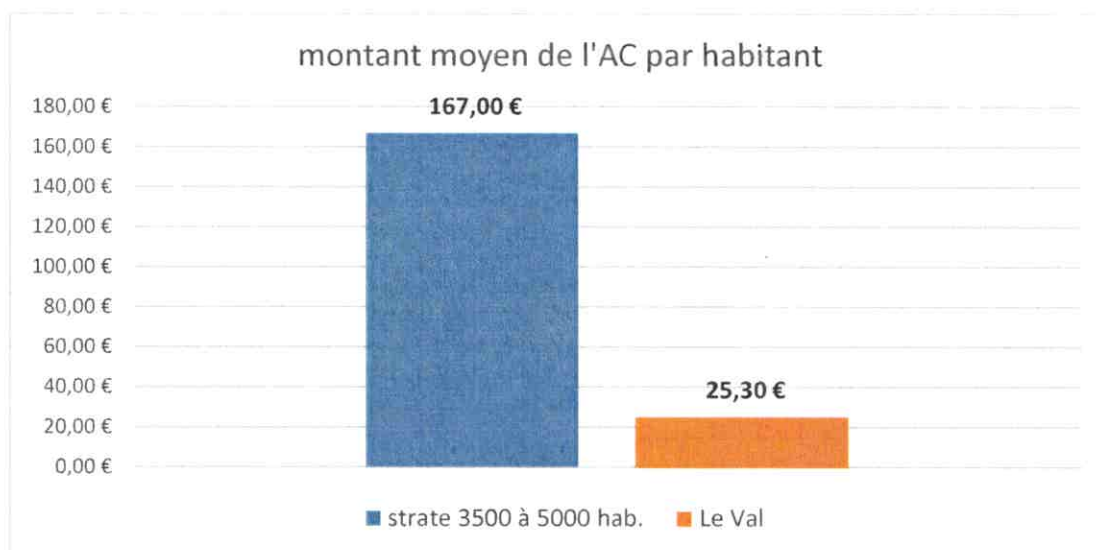
- Les dotations de l'Etat, en baisse continue depuis une décennie ;
- La fiscalité locale, qui a déjà été réajustée en 2022 pour atteindre les taux moyens des communes de notre strate ;
- La péréquation au sein de l'EPCI, c'est-à-dire la redistribution des richesses et l'atténuation des disparités entre communes (un des sujets du Pacte Financier et Fiscal).

↳ Sur ce dernier point, le gouvernement (réponse ministérielle de M<sup>me</sup> la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales en 2019) a précisé que l'Attribution de Compensation (AC) « est destinée à réduire les écarts de richesse entre les différents territoires d'un même espace intercommunal. (...) Le cadre législatif applicable est suffisant pour permettre aux EPCI et à leurs communes membres de moduler le montant de l'attribution de compensation en fonction des caractéristiques de leur territoire, et notamment en faveur des communes rurales ».

L'EPCI dispose donc de 2 outils de péréquation : l'AC et la DSC (dotation de solidarité communautaire).

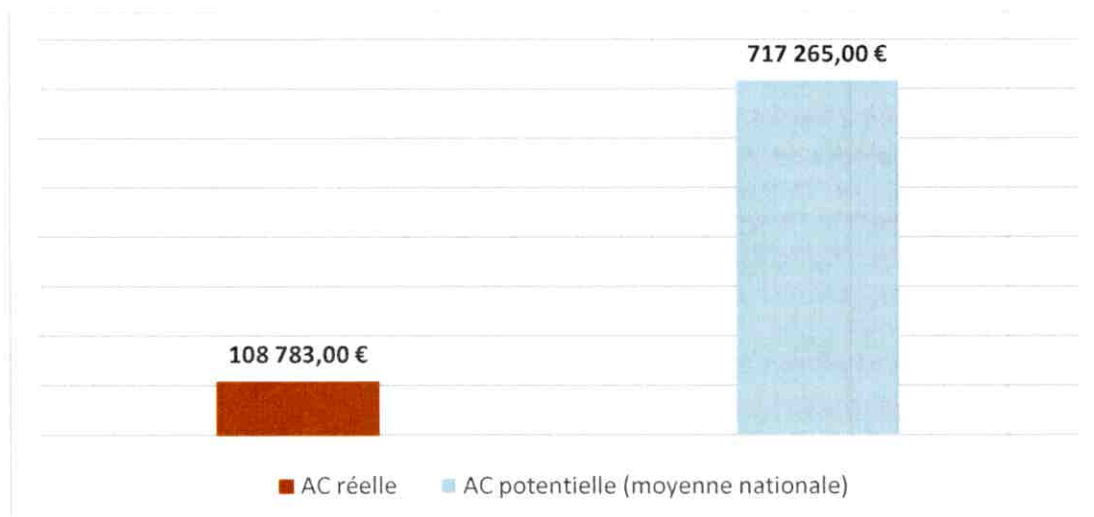
- **Concernant l'AC**, le pacte financier (cf. § 1-4-1) a entériné la volonté de ne pas introduire de révision libre des AC pour compenser les inégalités historiques, se privant donc d'un des leviers de compensation.

Pourtant, le montant des AC versées à la majorité des communes de la CAPV est très inférieur à la moyenne nationale :



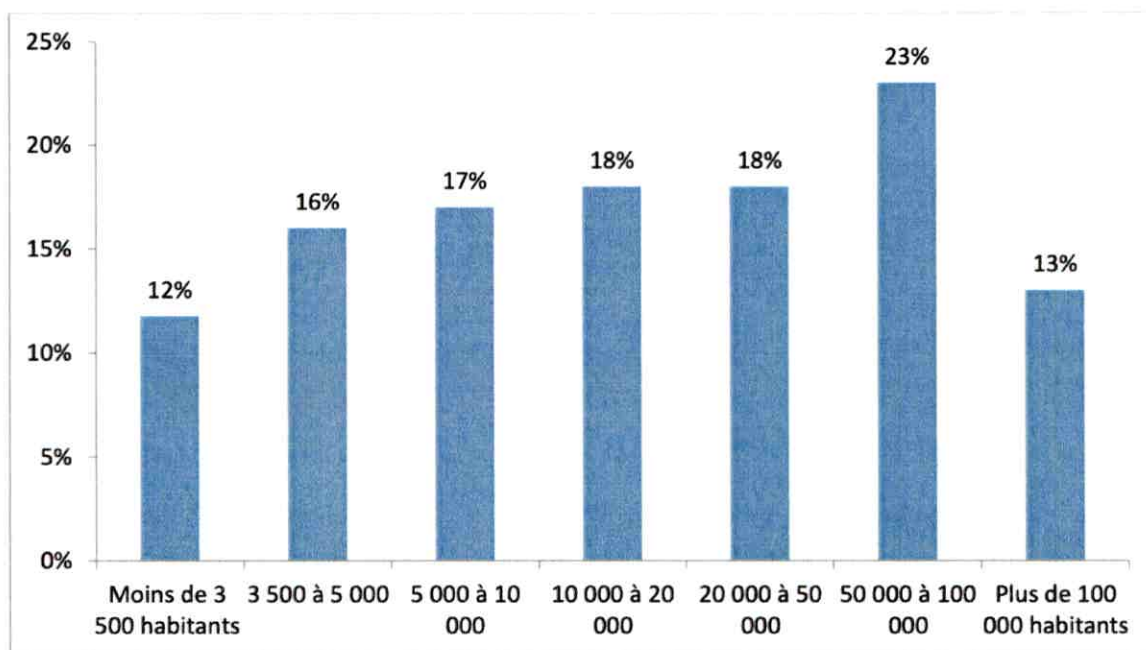


## RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES – ANNEE 2023



Les données nationales montrent que l'AC est une recette de fonctionnement essentielle à l'équilibre du budget des communes.

**Part moyenne de l'attribution de compensation 2020 dans les recettes réelles de fonctionnement de chaque strate de communes membres d'un EPCI à FPU**



↳ Pour une commune de notre strate, l'AC devrait représenter 16% des recettes réelles de fonctionnement. Or, au Val, elle ne représente que 2,86%.

⇒ En 2020, l'attribution de compensation constituait en moyenne **31% des dépenses réelles de fonctionnement** (versement des AC comprises) **des EPCI à FPU**. Cette part des AC dans les DRF étant plus forte dans les EPCI de type communauté d'agglomération.

↳ Or, elle ne représente que 15,92% des dépenses de fonctionnement de la CAPV (soit moitié moins que la moyenne nationale).

## RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES – ANNEE 2023

- La DSC est le second outil à la disposition de l'Agglomération :

A côté des 2 critères obligatoires pour le calcul de la DSC (potentiel fiscal par habitant et écart du revenu moyen par habitant), le Pacte Financier et Fiscal a déterminé 3 critères libres (économique, fiscal et social, cf. §1-4-1).

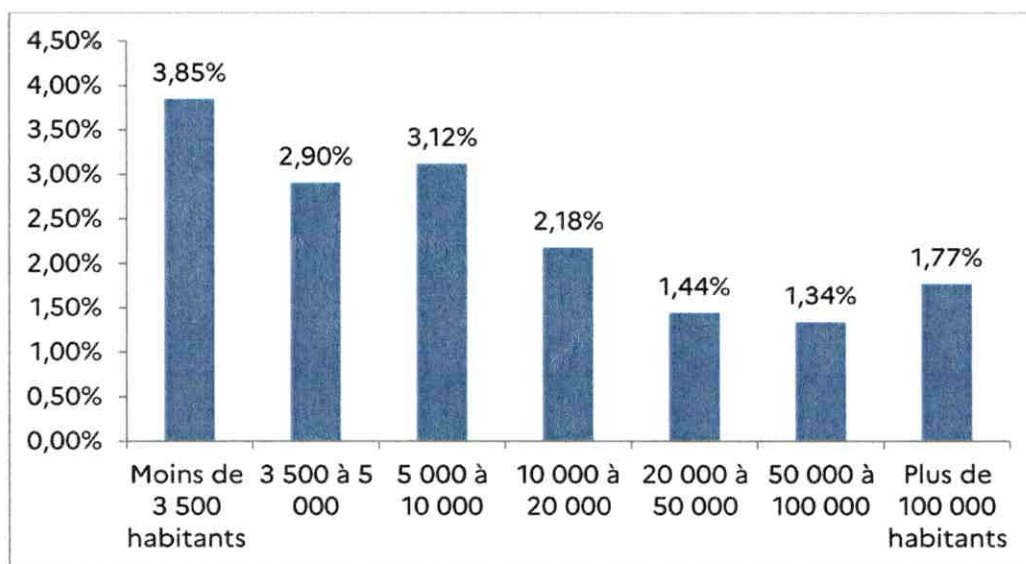
Le choix de la CAPV a été de porter son effort sur une revalorisation de l'enveloppe DSC (600 K€ en 2021, 1,2M€ en 2022) plutôt que sur l'AC.

Toutefois, ce choix présente un inconvénient majeur : son mode calcul est paramétrique et identique pour tous, ce qui ne permet pas de corriger les écarts de richesses et de charges entre les communes, notamment ceux induits par le mode de calcul historique des AC.

↳ Ainsi, toutes les communes de la CAPV ont bénéficié d'une augmentation de la DSC aux alentours de 42%, mais aucun rééquilibrage entre communes bien dotées et commune sous dotées n'a été opéré.

Enfin, le montant moyen de la DSC versée aux communes de la CAPV est là encore très inférieur à la moyenne nationale :

### Part de la DSC perçue en 2020 dans les RRF 2020 des communes bénéficiaires



↳ En 2022, Le Val a perçu 48 000 € de DSC représentant **1,26% de ses recettes** réelles de fonctionnement (contre 2,90% en moyenne nationale pour les communes de la même strate).

Là encore, en 2023 l'enveloppe DSC de la CAPV représentera **2,18% de ses dépenses** de fonctionnement, quand la **moyenne nationale se situe à 3,62%** pour les Communautés d'Agglomération.

**Conclusion :** un gros travail reste à faire pour améliorer la péréquation au sein de la CAPV, gommer certaines disparités et réduire les écarts de richesse.

\*

## 2- Orientations budgétaires 2023 pour Le Val

### 2-1 Les recettes de fonctionnement

#### 2-1-1 Evolution de la fiscalité directe

Les taux d'imposition actuels de la commune sont les suivants :

- Taxe sur le foncier bâti : 35,48 % ;
- Taxe sur le foncier non bâti : 96,04 %.

Les valeurs locatives cadastrales, qui servent de base au calcul des impôts locaux, sont revalorisées chaque année au 1<sup>er</sup> janvier, dans la même proportion que la hausse des prix à la consommation constatée l'année précédente. L'indice pris en compte est l'ICPH (indice des prix à la consommation harmonisé) publié par l'INSEE le 30 novembre dernier.

**La revalorisation calculée par l'INSEE s'élèverait à 7,1%,** soit plus du double que celle de l'année 2022 (+ 3,4%), principalement à cause du niveau de l'inflation constaté en 2022. Ce taux doit encore être entériné par le Projet de Loi de finances 2023.

Dans le cadre de la préparation du budget communal 2023, la prévision a été programmée à + 7% en attendant la notification officielle des bases prévisionnelles transmise par l'Etat au mois d'avril 2023.

#### 2-1-2 La fiscalité indirecte

##### ❖ Attribution de compensation (AC)



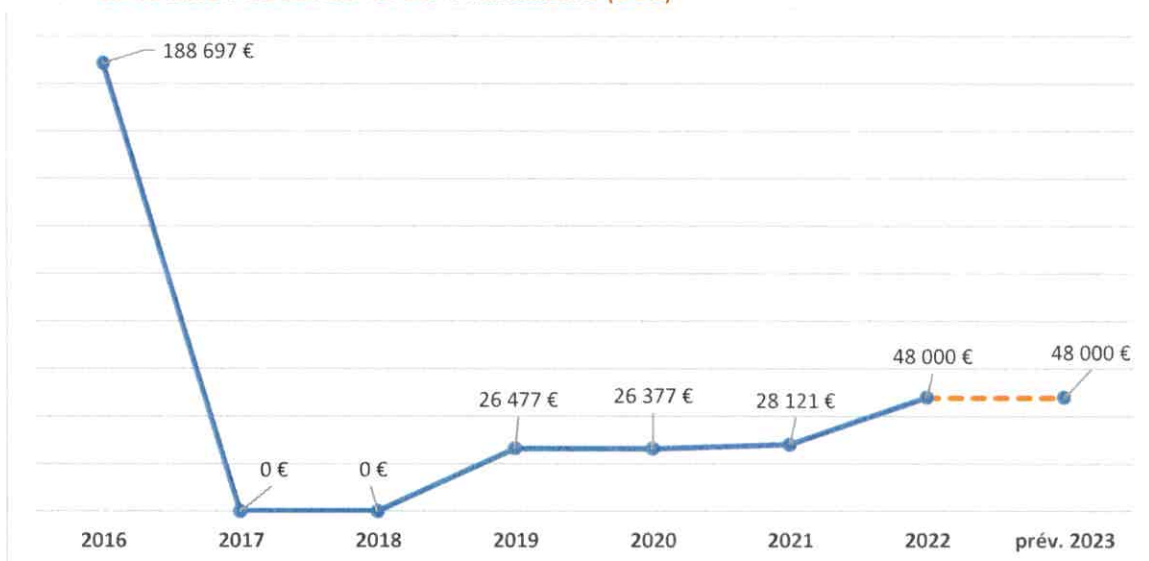
L'AC – qui résulte des transferts de compétences et des transferts financiers afférents – est versée par la communauté d'agglomération (CAPV) à la commune.

- En 2008, elle a bénéficié d'une réforme sur la taxe professionnelle (intégration de rôles complémentaires) ;
  - En 2010, elle a été diminuée du fait du transfert de la compétence « écoles de musique » ;
  - En 2011, idem pour la compétence « petite enfance » ;
  - En 2017, réajustement à la marge suite à la fusion des EPCI au sein de la CAPV ;
  - En 2019, transfert à la CAPV du versement de la contribution au SDIS.
- ⇒ Depuis cette date, l'AC reste stable.



## RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES – ANNEE 2023

## ❖ La dotation de solidarité communautaire (DSC)

*Commentaires :*

2019 : date d'adoption de la DSC par la CAPV avec une enveloppe fixe de 600 K€ reconduite en 2020.

2021 : une enveloppe portée à 700 K€ avec de nouveaux critères obligatoires (le potentiel fiscal par habitant ainsi que le revenu par habitant).

2022 : La dotation de solidarité devient obligatoire pour les EPCI disposant d'un « contrat de ville » et devant adopter un « Pacte Financier et Fiscal (PFF) ». Revalorisation de la dotation par la CAPV.

2023 : maintien du niveau de dotation de 2022.

## ❖ Le fond de péréquation intercommunal (FPIC)

Il consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées.



**Commentaires :** L'EPCI, et par voie de conséquence les communes membres, ne sont plus éligibles au FPIC depuis l'exercice 2020. Toutefois, une compensation partielle était versée la première année d'inéligibilité (2020) pour lisser les effets de cette baisse de recettes.

## RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES – ANNEE 2023

La CAPV ne prévoit pas de retour à l'éligibilité dans les années qui viennent ; les prévisions sont donc à zéro.

### ❖ Taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE)

La TCFE s'applique sur les consommations d'électricité pour lesquelles la puissance souscrite est inférieure ou égale à 250 kVA. Ces quantités d'électricité concernent essentiellement des consommateurs non professionnels (usagers résidentiels) ou des petites et moyennes entreprises.

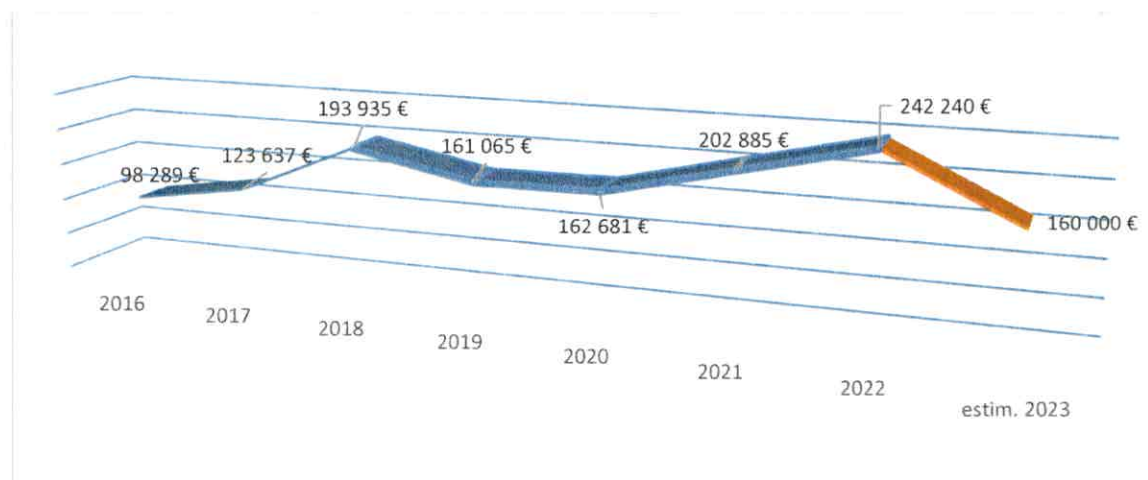
Elle est prélevée par les fournisseurs d'électricité sur les factures des usagers. Ces fournisseurs reversent ensuite ces taxes aux collectivités.



**Commentaires :** Après un tassement des recettes en 2020, certainement lié au ralentissement de l'activité économique des TPE/PME, la courbe est repartie à la hausse en 2021 et s'est bien maintenue en 2022. Les estimations 2023 restent prudentes (au niveau de 2019) compte tenu de la conjoncture économique.

### ❖ Taxe additionnelle sur les droits de mutation

Les droits de mutation comprennent les droits d'enregistrement et la taxe de publicité foncière. Ils sont dus à l'occasion d'une « mutation », c'est-à-dire lorsqu'un bien change de propriétaire, que ce soit à titre gratuit (donation, succession) ou à titre onéreux (vente).

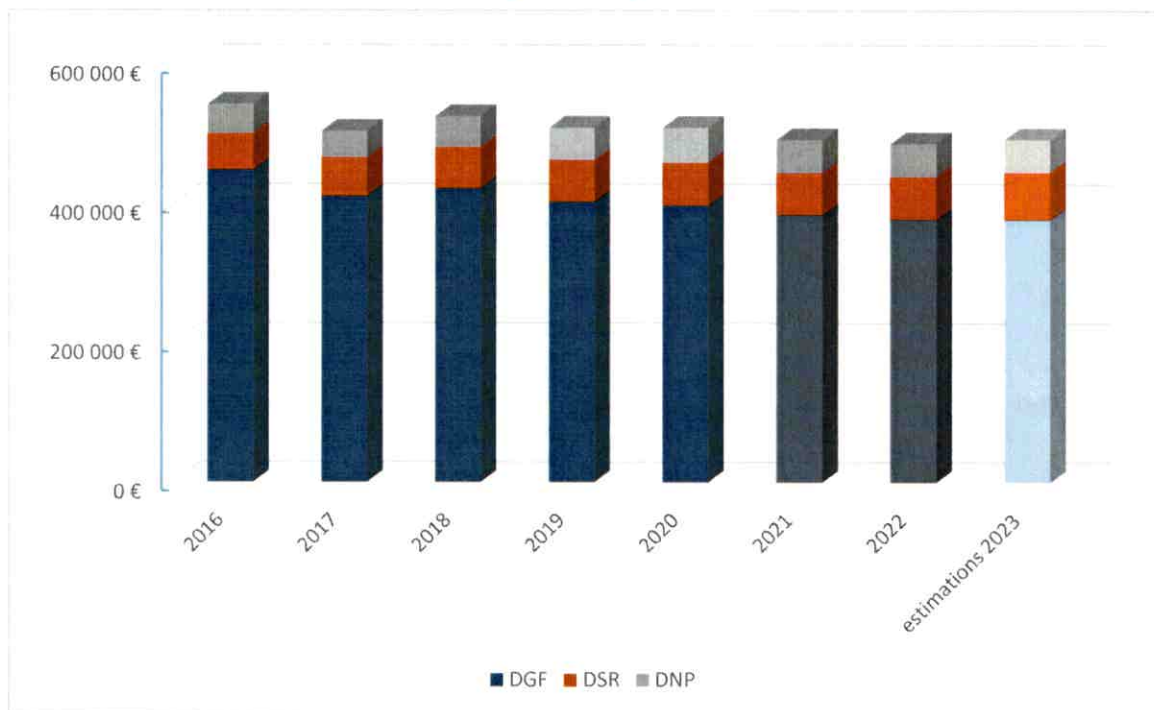


## RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES – ANNEE 2023

**Commentaires :** Sur les droits de mutation, les estimations fines sont difficiles à réaliser. L'année 2022 a été une année record, mais la forte hausse des taux d'intérêt laisse présager un ralentissement du secteur de l'immobilier.

Nos prévisions prudentes se basent donc sur le niveau de 2020.

### 2-1-3 Les ressources institutionnelles (dotations)



En €	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Estim. 2023
Dotation Globale Forfaitaire (DGF)	411 359	422 660	403 395	397 836	385 057	378 377	378 372
Dotation de Solidarité Rurale (DSR)	56 165	60 223	60 833	62 702	60 796	62 169	68 385
Dotation Nationale de Péréquation (DNP)	37 464	43 245	45 700	49 659	47 261	46 840	46 840
<b>TOTAL</b>	<b>504 988</b>	<b>526 128</b>	<b>509 928</b>	<b>510 197</b>	<b>493 114</b>	<b>487 386</b>	<b>493 597</b>

#### Commentaires :

- La DSR connaît une augmentation de + 10,7% en 2023 au niveau national ; nos prévisions tiennent compte de cette augmentation.



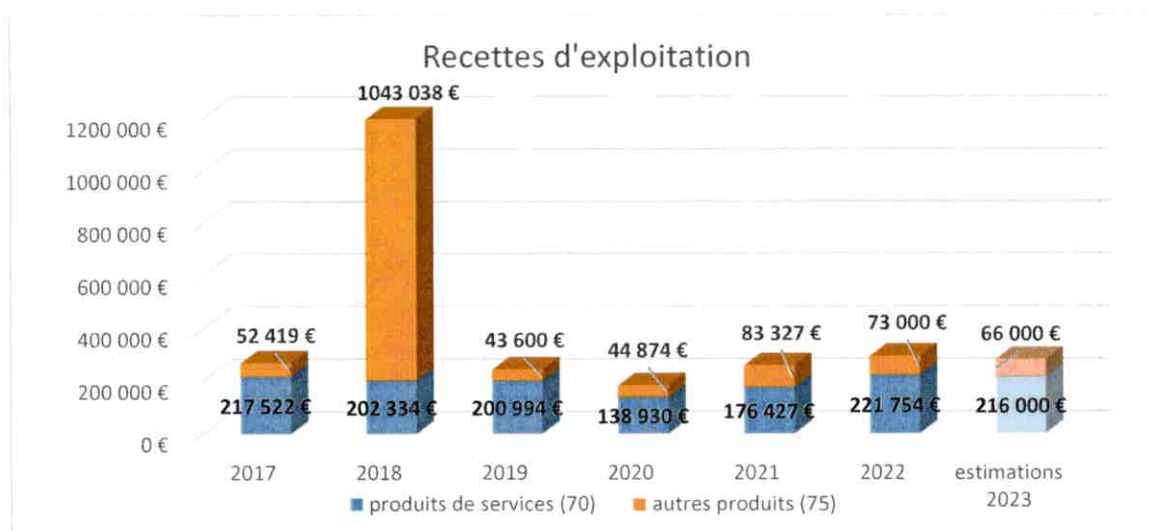
## RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES – ANNEE 2023

- La DNP ne devrait pas évoluer car notre population reste stable.
- Concernant la DGF, nous constatons une lente érosion depuis 2016. Les outils d'estimation de la DGF fournis par l'Association des Maires de France (AMF) et la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) nous permettent d'évaluer cette dotation à hauteur de 378 372 €.

### 2-1-4 Les autres recettes de fonctionnement

Ces recettes concernent les chapitres 70 (produits des services, du domaine et ventes diverses) et 75 (autres produits de gestion courante) ; on y trouve notamment :

- Chapitre 70 : concessions cimetière, occupations du domaine public, inscriptions cantine, périscolaire, loisirs et médiathèque ;
- Chapitre 75 : revenus des immeubles et des baux, produits des régies municipales (photocopies, fourrière, marché, etc.), refacturation des frais de personnel liés aux compétences transférées (eau et assainissement).



#### ❖ Chapitre 70 : FOCUS sur les inscriptions de cantine :

Le conseil municipal a voté en juillet 2022 l'instauration de la tarification sociale, avec une nouvelle grille tarifaire selon le quotient familial et une aide de l'Etat de 3 € par repas.

👉 En janvier 2023, 260 enfants bénéficient du repas à 1 € ou moins (soit 80% des ½ pensionnaires).

#### ❖ Chapitre 75 : FOCUS sur les recettes de certaines régies :

##### - Aire de camping-car :

Ouverte courant 2021, l'aire du Val n'a fonctionné en année pleine qu'en 2022 avec cependant une fermeture d'un mois en mai en raison des travaux de voirie sur l'allée des Mélias. Elle compte 23 emplacements. Sur les 400 aires du réseau français, l'aire du Val se classe :

**152<sup>ème</sup> en nb. de nuitées**

**115<sup>ème</sup> en note client**

**99<sup>ème</sup> en taux de fréquentation.**

Envoyé en préfecture le 14/03/2023

Reçu en préfecture le 14/03/2023

Affiché le

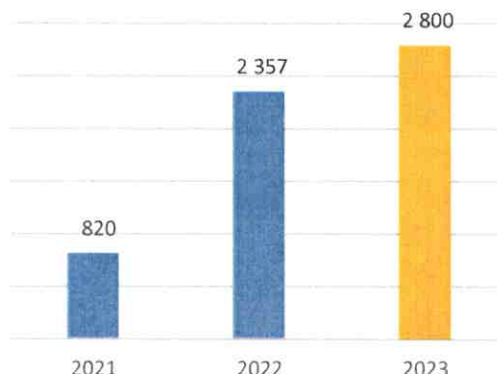
ID : 083-218301430-20230309-2023\_017-DE

## RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES – ANNEE 2023

évolution du chiffre d'affaire



évolution du nb de nuits



**Taux de fréquentation**  
moyen 2022 : 32,3%

**Rentabilité annuelle**  
d'un emplacement : 1 235 €

- Supérieur à la moyenne nationale (25%)

**Durée des séjours**

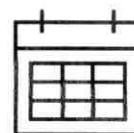
(moyenne en jours)

**1,4**

**Taux de fidélisation**

(part de clients ayant séjourné au moins 2 fois sur l'aire en 2022)

**9%**

**Part des réservations**

(part des clients ayant réservé leur séjour)

**4%**

- 28% de clientèle étrangère (Allemagne, Royaume-Unis, Espagne, Italie, Belgique, Pays-Bas).

Le prévisionnel 2023 transmis par le gestionnaire laisse espérer une augmentation de + 500 nuitées, donc un chiffre d'affaires atteignant les 30 000 €.

- Location des salles municipales et des gîtes :

La location du petit Baou et du moulin à huile a rapporté 6 200 € en 2022.

- Rappelons qu'en mai 2022, l'assemblée a voté une délibération permettant la location de ces salles aux non-valois, et que de nouveaux tarifs plus incitatifs ont été votés lors du dernier conseil municipal (février 2023).

La location des gîtes (un T3 et deux T2) a rapporté 9 360 € en 2022 (première année complète).

- Rappelons qu'une prestation de conciergerie a été signée par la commune en juin pour la gestion, la promotion et la location de ces gîtes.  
➤ Le conseil municipal a approuvé en février 2023 la mise en location d'un quatrième logement (studio du RDC).

## RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES – ANNEE 2023

- Visites des musées :

Les visites guidées en groupe ont rapporté 776 € et les visites individuelles 249 €.

- Baux communaux :

Les diverses locations (foncières, immobilières ou redevances permanentes d'occupation du sol) rapportent 49 317 € à la commune en 2022.

⇒ **Ces recettes d'exploitation restent modestes comparées aux recettes institutionnelles et fiscales, mais elles constituent un complément non négligeable qu'il convient de mieux valoriser, notamment en améliorant l'attractivité touristique et culturelle du Val.**

L'ouverture prochaine de l'espace muséal et du domaine de la Pissine participeront de cette dynamique afin de créer de nouvelles recettes.

**2-1-5 Atténuations de charges (013)**

Les atténuations de charges concernent le remboursement par l'assurance des salaires (hors charges) des agents en arrêts de travail (« longue maladie » et « maladie de longue durée »).

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Prév. 2023
013- atténuation de charges	91 K€	105 K€	145 K€	60 K€	90 K€	144 K€	114 K€	120 K€

**Commentaires** : ce poste est par nature difficile à estimer. C'est pourquoi les prévisions se basent sur la moyenne des 7 dernières années pondérée des dossiers en cours pour 2023.



## 2-2 Les dépenses de fonctionnement

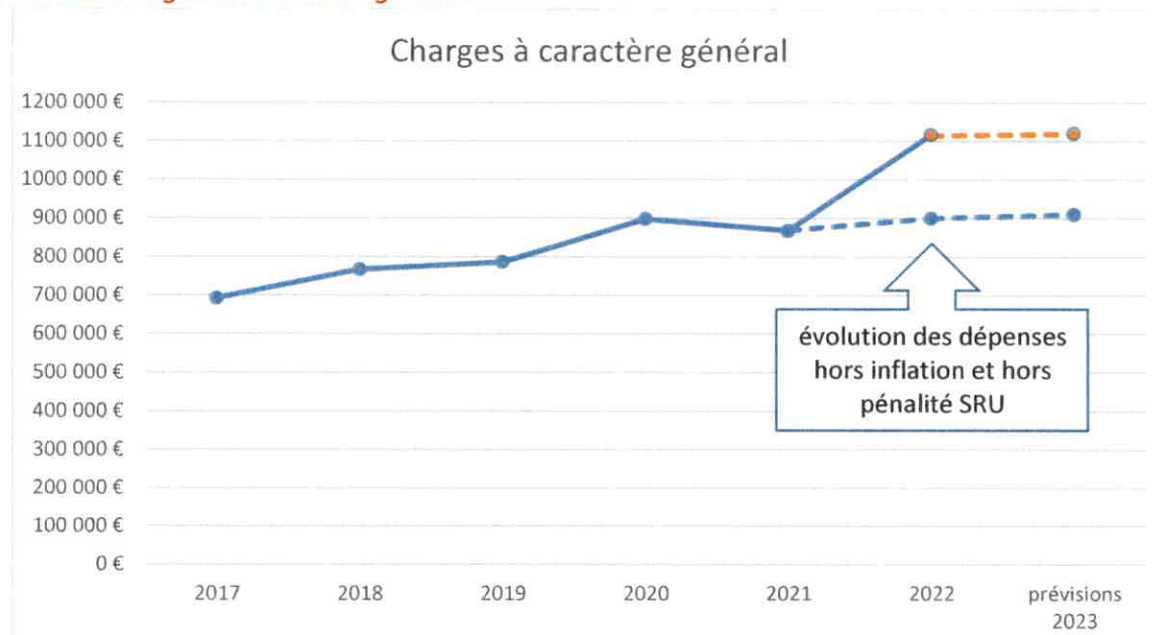
Les orientations retenues visent une maîtrise des dépenses de fonctionnement afin de permettre à la commune de dégager des capacités d'autofinancement suffisantes pour les projets futurs.

### ❖ Evolution des dépenses de fonctionnement depuis 2017

En €	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA2021	CA2022	BP2023
Charges à caractère général	693 K€	767 K€	786 K€	898 K€	868 K€	1 116 K€	1 133 K€
Charges de personnel	2 034 K€	2 062 K€	2 044 K€	2 112 K€	2 089 K€	2 251 K€	2 438 K€
Atténuation de produits	6 K€	0 K€	2 K€	1 K€	2 K€	84 K€	86 K€
Autres charges de gestion courante	461 K€	475 K€	280 K€	250 K€	260 K€	280 K€	291 K€
Charges financières	77 K€	71 K€	87 K€	47 K€	38 K€	35 K€	32 K€
Charges exceptionnelles	0 K€	20 K€	0 K€	3 K€	157 K€	29 K€	20 K€
<b>Total</b>	<b>3 270 K€</b>	<b>3 396 K€</b>	<b>3 200 K€</b>	<b>3 311 K€</b>	<b>3 414 K€</b>	<b>3 795 K€</b>	<b>4 000 K€</b>

Le détail par type de dépenses de fonctionnement est analysé dans les pages suivantes :

### 2-2-1 Les charges à caractère général



## RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES – ANNEE 2023

### Commentaires :

Les charges à caractère général comprennent tous les frais de gestion courante de la collectivité : eau, électricité, carburant, fournitures diverses, locations mobilières et immobilières, entretien des bâtiments, de la voirie, affranchissement, téléphonie, etc.

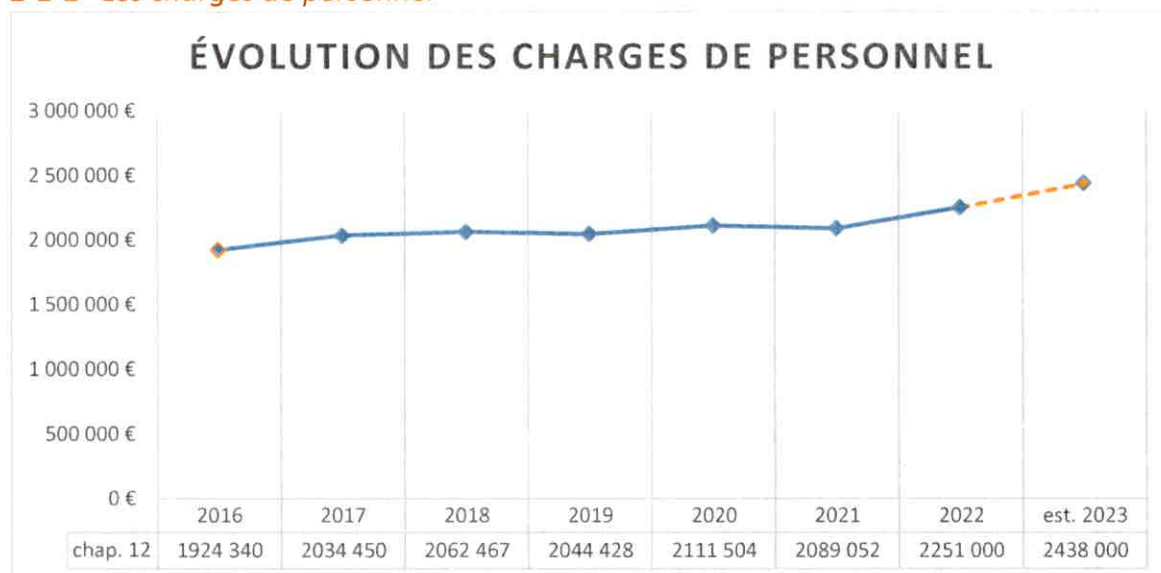
Les charges à caractère général sont en augmentation d'environ 22 %, portées par la hausse du coût de l'énergie (+54% en moyenne pour les collectivités adhérentes au SYMIELEC), celle des denrées alimentaires (restauration scolaire), de l'inflation générale (+5,5 % en 2022, cf. chapitre 1), de la Redevance Spéciale pour l'enlèvement des ordures ménagères (SIVED) et de la prime d'assurance « protection statutaire », sans oublier la nouvelle pénalité SRU imposée à la collectivité en 2022 (83 000 €).

Le prévisionnel du budget primitif 2022 tablait sur des dépenses estimées à 1 070 K€, chiffre très légèrement dépassé.

- ↳ En 2023, le coût de l'énergie devrait encore augmenter de 15% et nous n'anticipons pas (par prudence) une baisse notable de l'inflation, même si le gouvernement table par optimisme sur un taux de 4,3 %. La collectivité s'oriente actuellement vers des démarches d'économies d'énergies et travaille également sur un projet de production d'énergie en autoconsommation.

Les prévisions de dépenses restent donc élevées pour 2023 et intègre une nouvelle fois la pénalité SRU dans l'attente d'une éventuelle exonération qui ne sera pas notifiée avant le mois de septembre.

### 2-2-2 Les charges de personnel



### Commentaires :

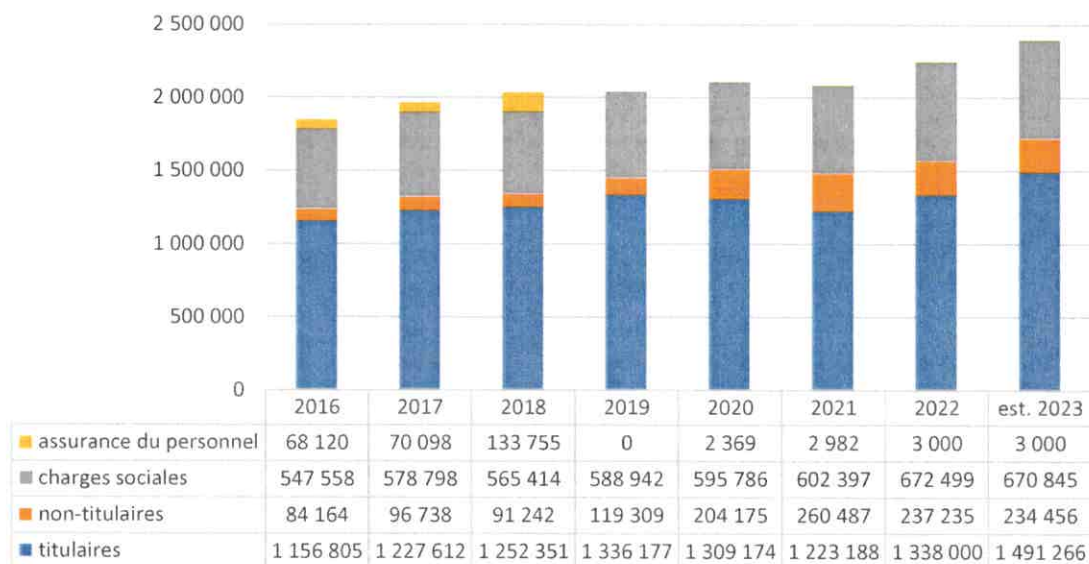
Les **charges de personnel** ont augmenté en 2022 du fait de plusieurs dossiers d'agents en absence longue durée qui n'ont pas été clôturés en 2022 contrairement à nos prévisions.

La création du nouveau service public « Le Val Services » au début de la mandature est un vrai « plus » pour le quotidien des vallois et son coût supplémentaire est assumé par la collectivité, tout comme le renforcement des effectifs du pôle sécurité.

Ces charges supplémentaires sont toutefois à mettre en parallèle avec le montant remboursé par l'assurance pour faire face à ce surcoût (108 000 €).

- ↳ En 2023, la situation restera globalement la même, mais il est toujours préférable de budgétiser un peu plus que nécessaire pour faire face à d'éventuels surcoûts.

## Rémunérations brutes hors cotisations/catégorie

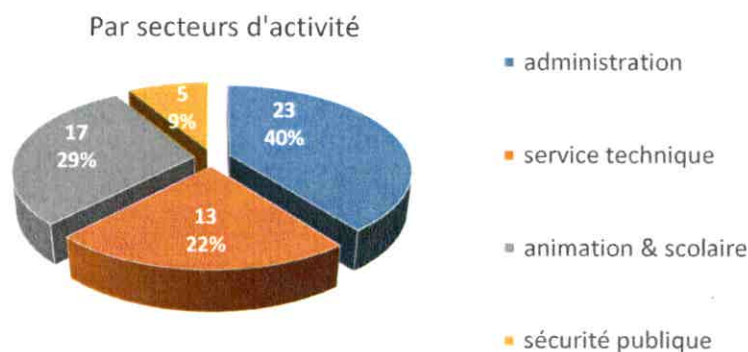


Outre les éléments cités supra, l'année 2022 a été impactée par les faits suivants :

- Versement de l'indemnité d'inflation en janvier 2022 ;
- Augmentation du SMIC horaire pour les agents au premier échelon du 1<sup>er</sup> grade ;
- Revalorisation indiciaire de certains agents ;
- Augmentation du point d'indice des fonctionnaires au 1<sup>er</sup> juillet ;
- La titularisation de plusieurs agents (basculer de rémunération des non-titulaires vers les titulaires).

A ce jour, **pour 2023** aucune mesure réglementaire nouvelle n'est annoncée par l'Etat, et pour la collectivité aucun recrutement supplémentaire n'est prévu. Le seul effet sur le chapitre 012 devrait être le GVT (glissement vieillesse technicité) et son corollaire : le départ à la retraite de certains agents en fin de carrière.

#### ❖ Répartition des effectifs



- ⇒ En 2022, la collectivité a recruté sur emploi permanent une directrice des services techniques suite à une mise en disponibilité.
- ⇒ L'effectif global est constant et correspond à la strate de notre commune avec :
  - 50 fonctionnaires titulaires ;
  - 8 agents contractuels.



## RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES – ANNEE 2023

## 2-2-3 Les autres charges de gestion courante (chapitre 65)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Prév. 2023
Indemnités des élus et charges associées	104 346 €	86 766 €	70 517 €	86 390 €	103 803 €	102 328 €	105 000 €
CCAS	6 000 €	8 000 €	9 000 €	9 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €
Associations de droit privé	98 467 €	81 517 €	103 810 €	58 729 €	61 035 €	63 900 €	70 000 €
Participation transport scolaire	18 840 €	22 330 €	0 €	7 375 €	7 300 €	6 850 €	7 500 €
Autres :						8 641 €	10 000 €
<b>Organismes de regroupement :</b>							
SIVU la Loube	50 610 €	45 610 €	45 610 €	45 610 €	45 000 €	45 000 €	45 000 €
SYMIELECVAR	38 805 €	49 710 €	44 183 €	35 427 €	35 900 €	36 297 €	37 000 €
SIVAAD	5 323 €	5 068 €	4 995 €	5 279 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €
<b>TOTAL :</b>	<b>460 976 €</b>	<b>475 499 €</b>	<b>279 647 €</b>	<b>250 317 €</b>	<b>272 032 €</b>	<b>280 016 €</b>	<b>291 500 €</b>

*Commentaires :*

En 2022, les indemnités des élus sont en légère baisse (suppression d'un poste d'adjoint) malgré la revalorisation indiciaire intervenue en cours d'année et tout en précisant que monsieur le maire et les élus ont décidé de ne pas percevoir leurs indemnités au taux maximum.

La participation d'équilibre au fonctionnement du CCAS est stable depuis 2021 et couvre les besoins.

Quant aux subventions aux associations, elles sont en très légère augmentation et sont allouées après analyse minutieuse du bilan financier et du compte de résultat de chacune d'entre elle et sur justification d'une programmation annuelle d'activités locales. Un « volant de gestion » non affecté à une association en particulier, permet de faire face à une demande exceptionnelle en cours d'année.

Les participations aux syndicats restent stables, tout comme la participation au transport versée à la CAPV.

## 2-2-4 Les charges financières

Les charges financières (chapitre 66) sont constituées du remboursement des intérêts de la dette. Le remboursement du capital impacte quant à lui la section d'investissement (016).

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Prév. 2023
Charges financières	77 K€	71 K€	87 K€	47 K€	38 K€	35 K€	32 K€

*Commentaires :*

Notre dette vieillissant, le montant du remboursement des intérêts diminue progressivement d'année en année. Pour rappel, la dette est constituée d'un emprunt de 1 500 K€ contracté en 2016, puis d'un nouvel emprunt de 121 K€ en 2019.

Il n'est pas envisagé de recourir à l'emprunt en 2023.

### 2-2-5 Les charges exceptionnelles (chapitre 67)

En 2022, les charges exceptionnelles concernent des annulations de titres sur exercices antérieurs pour 28 775 € (créances irrécouvrables).

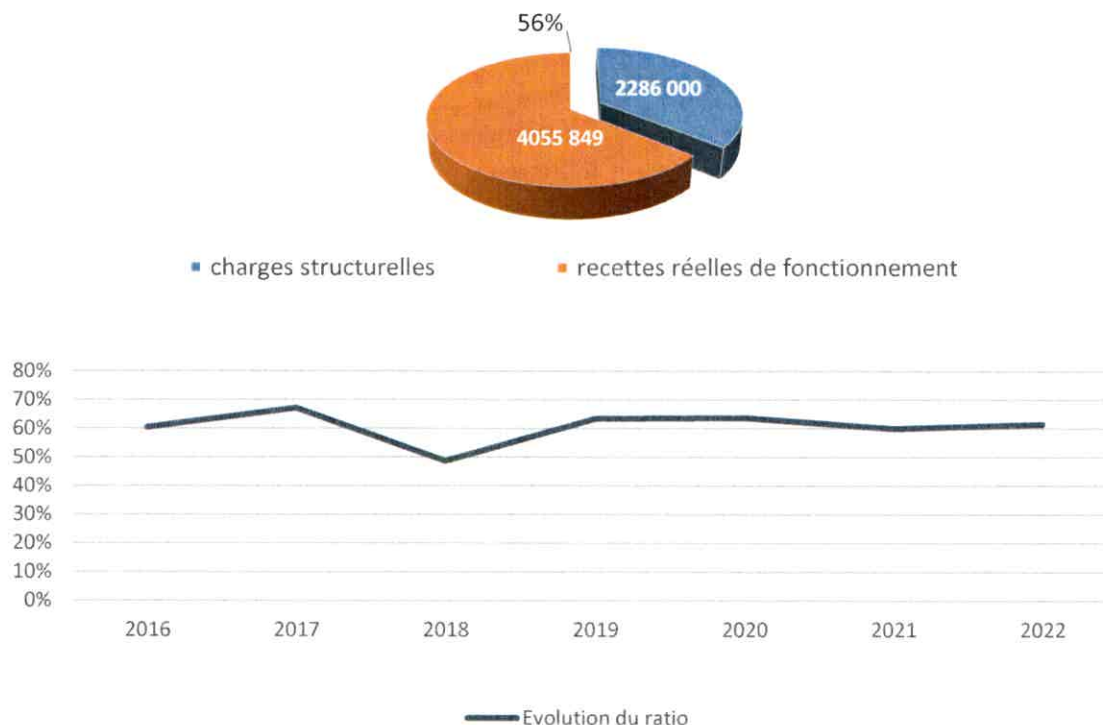
En nomenclature M57, le chapitre 67 disparaît sauf le compte 673 « annulation de titres sur l'exercice antérieur ».

### 2-3 Ratio de rigidité des charges structurelles

C'est le rapport entre les charges structurelles (masse salariale, annuité de la dette) peu flexibles par nature, et les produits de fonctionnement. Ce ratio traduit les marges de manœuvre de la commune en termes de politique de gestion courante.

Le seuil d'alerte pour les communes de – 5 000 habitants est fixé à 1,8 pendant 2 ans.

Pour Le Val en 2022, le ratio de rigidité des charges structurelles est égal à 1,6 comme en 2021.



## 2-4 L'épargne de la collectivité

**Epargne brute** = Recettes réelles de fonctionnement (-) Dépenses réelles de fonctionnement.

**Epargne nette** = épargne brute (-) remboursements des emprunts en capital.

Pour la commune :

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Epargne brute :	346 K€	265 K€	397 K€	488 K€	487 K€	400 K€	262 K€
Epargne nette :	179 K€	60 K€	203 K€	292 K€	252 K€	192 K€	50 K€

↳ L'épargne 2022 a baissé proportionnellement à l'augmentation des charges réelles (80 000 € de pénalité SRU + 50% d'augmentation des dépenses d'énergie + inflation liée au contexte géopolitique).

**L'épargne brute** représente notre capacité d'autofinancement brute utilisable pour financer les opérations d'investissement. Elle est affectée en priorité au remboursement de la dette en capital, puis aux dépenses d'équipements.

**L'épargne nette** représente la capacité d'autofinancement après remboursement de la dette en capital, c'est-à-dire la part entièrement consacrée au financement d'équipements nouveaux.

## 2-5 Le programme d'investissements 2023

**RAPPEL** : En 2022, les principales réalisations de la commune ont été :

- ✓ La mise en **accessibilité PMR** de la rampe d'accès au distributeur de billets en lien avec la Banque Postale (nouveau DAB) ;
- ✓ La création de **l'allée des Mélias** avec places de stationnement, et la rénovation de la rue du 8 mai ;
- ✓ L'agrandissement et l'aménagement de **l'aire de camping-cars** ;
- ✓ La création du **parking des Grandes Aires** en stabilisé provisoire ;
- ✓ La réfection de la **toiture sud de la ferme** de la Pissine ;
- ✓ La réfection des toitures de la salle du Cadran, du musée de l'Olivier et de la maison Caternet ;
- ✓ La rénovation des **terrains de Tennis** ;
- ✓ Le **curage des fossés** communaux en bord de routes suite aux inondations ;
- ✓ Le lancement de la procédure de **révision du PLU** et l'établissement d'un règlement local de publicité ;
- ✓ Le lancement des études préalables à la création du **Centre culturel**.

Plusieurs opérations prévues en 2022 se poursuivront ou démarreront en 2023 :

- ✓ La remise en état de **l'ossuaire du cimetière** (terminée en février) ;
- ✓ La poursuite de la **révision du PLU** et **l'élaboration du RLP** (avec les premières réunions publiques en mars) ;
- ✓ La poursuite des études préalables à la création du **Centre culturel**.



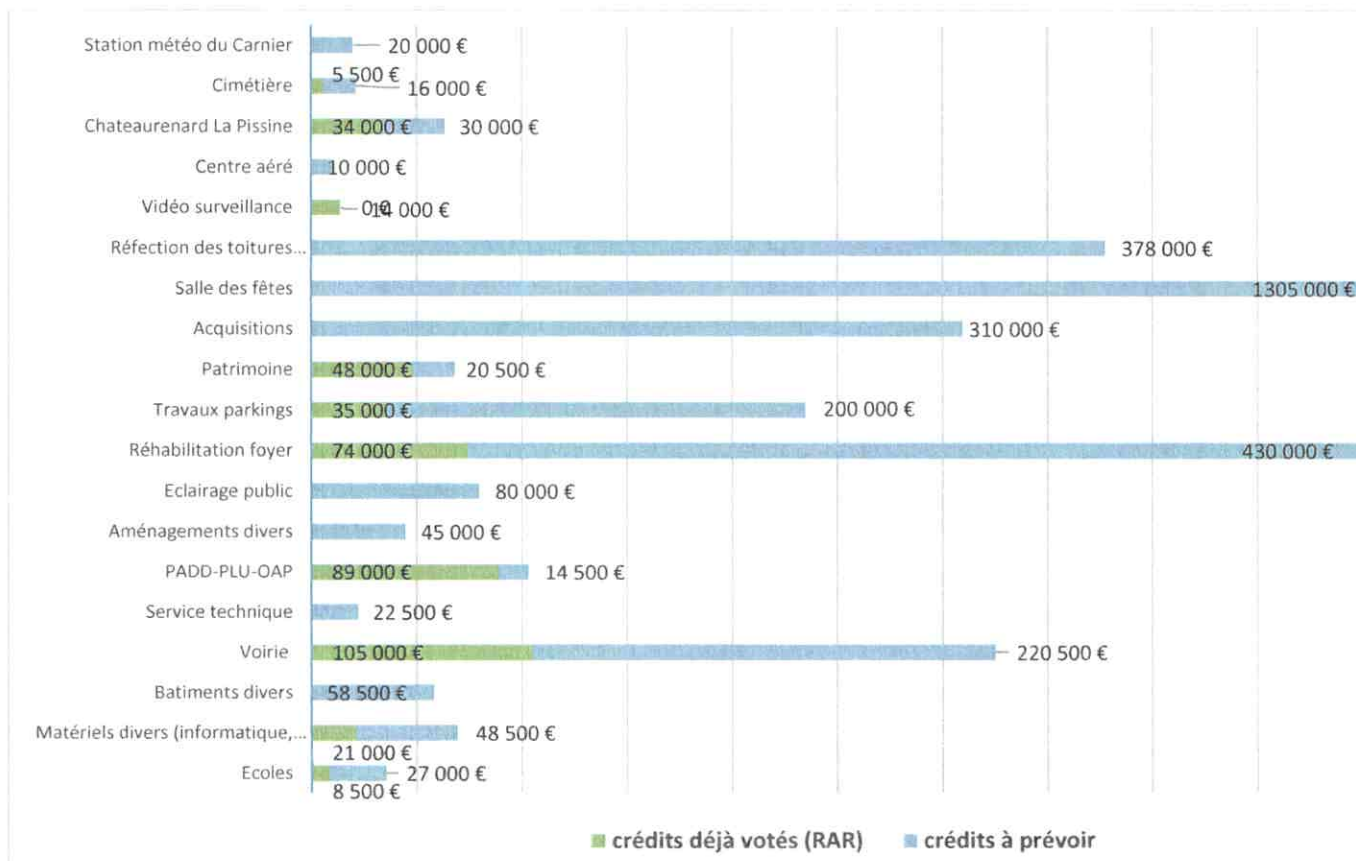
## RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES – ANNEE 2023

- ✓ La poursuite du projet « **mon eau, ma rivière** » : sentier touristique participatif et diagnostic de la biodiversité ;
- ✓ L'ouverture de l'**espace muséal** labellisé par l'Office du Tourisme de la CAPV ;
- ✓ L'aménagement et la végétalisation du **parking Saint-Benoît** (de février à début avril) ;
- ✓ La finalisation du **parking des grandes Aires** (revêtement définitif, rénovation des espaces verts et du boudrome) ;
- ✓ Le lancement des travaux de **réhabilitation du foyer** (début avril) ;

De **nouveaux programmes** sont à l'étude pour 2023 :

- ✓ Modernisation de l'**éclairage public** du quartier des Machottes et de Ste Catherine en éclairage autonome ;
- ✓ **Climatisation du réfectoire** des écoles ;
- ✓ Installation de la maison de la nature et de la chasse à la Pissine ;
- ✓ Rénovation de la **voirie** (rue Marceau, chemins Saint-Marc et de la Roguière) ;
- ✓ Création d'un cheminement **piétonnier autour des écoles** ;
- ✓ Installation de **radars pédagogiques** aux quatre entrées de village ;
- ✓ Création d'une **aire de Fitness** au city stade.

## Prévisions par Opérations pour 2023



Envoyé en préfecture le 14/03/2023

Reçu en préfecture le 14/03/2023

Affiché le

ID : 083-218301430-20230309-2023\_017-DE

## 2-6 Projection pluriannuelle des investissements

- ❖ L'aménagement du secteur des Droits de l'Homme (**projets de création du centre culturel et de la crèche**) s'étalera sur la durée du mandat ; la construction de la nouvelle crèche par la CAPV est prévue début 2026 ;
- ❖ **La Rénovation énergétique** (travaux d'isolation et de chauffage) de certains bâtiments communaux (hôtel de ville, maison Caternet, Centre aéré) est prévue avec un financement de l'Etat (Fond vert) sur 2024-2026 ;
- ❖ **Pour l'entretien et la rénovation de la voirie**, la municipalité souhaite s'engager sur un programme de travaux d'environ 100 K€ annuel.

## 2-7 Le financement des dépenses d'investissement

Le financement des investissements provient :

- De l'autofinancement ;
- Des subventions obtenues ;
- De la part communale de la taxe d'aménagement ;
- Et du reversement par l'Etat du Fonds de Compensation pour la TVA (FCTVA).

Pour 2023 :

Report du résultat de l'exercice 2022 :	- 464 790 €
Affectation en réserve du résultat de fonctionnement (R1068) :	+ 464 790 €
Nouvelles subventions déjà accordées au titre de 2023 :	+ 1 084 000,00 €
Reversement FCTVA* :	+ 100 000,00 €
Taxe d'aménagement	+ 50 000 €
Dotations aux amortissements :	+ 256 000 €
Transfert depuis la section de fonctionnement (résultat 2021) :	+ 2 113 498 €
<b>TOTAL :</b>	<b>3 603 498 €</b>

(\*) Le FCTVA est reversé par l'Etat (service de la Préfecture) à partir des dépenses d'équipement mandatées sur l'exercice précédent. Le taux de compensation est fixé par l'article 1615-6 du CGCT à 16,404 % du montant TTC des dépenses éligibles.

## 2-8 Endettement de la commune

### 2-8-1 besoin de financement annuel

En 2022, la commune s'est désendettée de 212 000 € (remboursement du capital). En 2023, elle se désendettera de 217 000 €.

Le besoin de financement annuel de la dette s'établi comme suit :

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Prév. 2023
Remboursement du capital de la dette	-167 K€	-205 K€	-195 K€	-196 K€	-235 K€	-208 K€	- 212 K€	-217 K€
Nouvel emprunt	1 500 K€	-	-	121 K€	-	-	-	-
Evolution de la dette	1 333 K€	-205 K€	-195 K€	-74 K€	-235 K€	-208 K€	-212 K€	-217K€

### 2-8-2 Evolution de la dette jusqu'en 2036

Année	Capital restant dû au 01/01/N	Capital	Intérêts	Annuité totale
2022	1 835 223,43	211 812,65	35 470,43	247 283,08
2023	1 623 410,78	215 382,46	31 900,61	247 283,07
2024	1 408 028,33	195 954,92	28 237,72	224 192,64
2025	1 212 073,50	176 526,91	24 575,26	201 102,17
2026	1 035 546,60	180 271,32	20 830,84	201 102,16
2027	855 275,29	132 527,81	16 974,23	149 502,04
2028	722 747,42	88 808,45	13 840,99	102 649,44
2029	633 938,97	79 119,79	12 148,30	91 268,09
2030	554 819,18	80 722,12	10 545,97	91 268,09
2031	474 097,06	82 356,91	8 911,17	91 268,08
2032	391 740,15	84 024,80	7 243,28	91 268,08
2033	307 715,35	85 726,47	5 541,61	91 268,08
2034	221 988,88	87 462,61	3 805,48	91 268,09
2035	134 526,27	89 233,90	2 034,19	91 268,09
2036	45 292,37	45 292,37	341,67	45 634,04
<b>TOTAL</b>		<b>2 043 564,80</b>	<b>261 343,57</b>	<b>2 304 908,30</b>

#### Commentaires :

En prospective, nous pouvons constater qu'à court et moyen termes, plusieurs emprunts arrivent à échéance :



## RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES – ANNEE 2023

- En 2024 : le capital restant à rembourser chute de 20 000 € ; cela correspondant à l'extinction d'une première dette ;
- En 2025, idem ;
- En 2027 et 2028, deux baisses consécutives de 50 000 € correspondent à l'extinction d'emprunts anciens.

### 2-9 Capacité de désendettement

Le ratio de « capacité de désendettement » se calcule en rapportant l'Epargne Brute à l'Encours de la dette. Il permet d'identifier – en nombre d'années – l'endettement de la commune, c'est-à-dire de répondre à la question suivante :

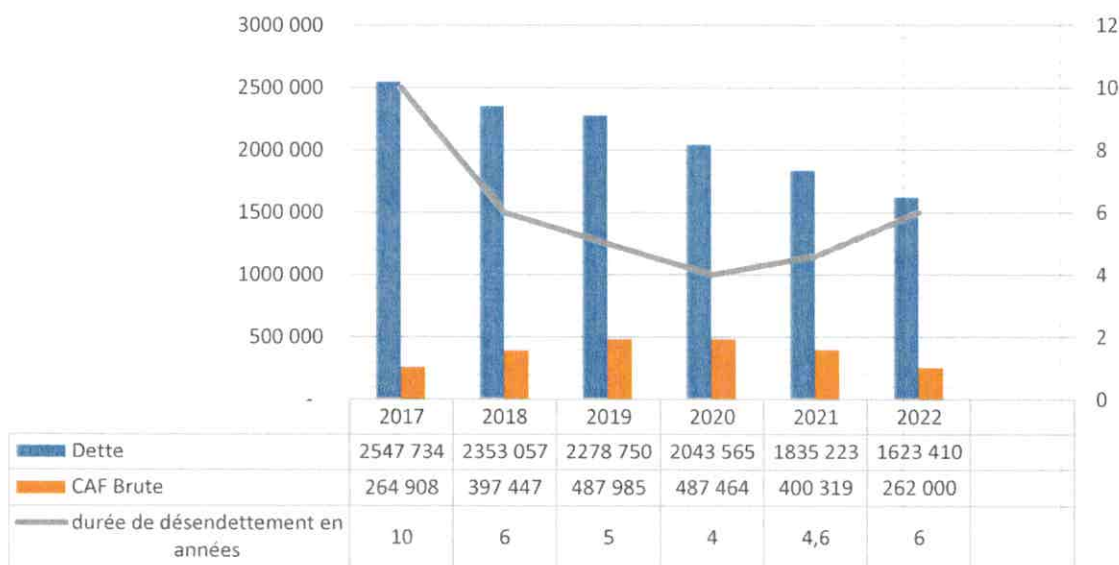
- ↳ **En combien d'années la commune pourra-t-elle rembourser la totalité du capital de sa dette, en supposant qu'elle y consacre tout son autofinancement brut ?**

**NOTA :** la capacité de désendettement doit être inférieure à 8 ans pour que la commune soit située en « **zone verte** ».

- ↳ *Cependant, cet indicateur doit être mis en perspective : une commune en phase d'investissement, et donc d'endettement, peut très bien accepter de laisser ce ratio se dégrader sur un ou deux exercices, pour le ramener progressivement vers un niveau acceptable, soit moins de dix ans.*

- ❖ Encours de la dette au 31/12/2022 : 1 623 K€
- ❖ Epargne Brute/ CAF brute 2022 : 262 K€
- ❖ Capacité de désendettement : **6 années**

#### ❖ Evolution comparée de l'autofinancement et de la dette dans le temps



Commentaires :

La variation annuelle de la durée de désendettement dépend indirectement de la CAF qui subit de manière structurelle les conséquences du contexte géopolitique.

Fin du rapport